



HAL
open science

Prospective et action publique : le regard de la recherche en sciences humaines et sociales

Catherine Lavallez, Sylvain Le Berre, Pauline Ouvrard, Nicolas Rio, Chloé
Vidal

► To cite this version:

Catherine Lavallez, Sylvain Le Berre, Pauline Ouvrard, Nicolas Rio, Chloé Vidal. Prospective et action publique : le regard de la recherche en sciences humaines et sociales. Urbanisme, 2012, pp.56-58. hal-04198965

HAL Id: hal-04198965

<https://hal.science/hal-04198965v1>

Submitted on 30 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

COLLECTIF “PROSPECTIVE ET ACTION PUBLIQUE”

Regard de cinq jeunes chercheurs

Le collectif de recherche Prospective et action publique (PAP) rassemble cinq doctorants étudiant la prospective à partir de plusieurs disciplines : la sociologie, la philosophie, la géographie, les sciences politiques, les sciences de l'environnement, l'urbanisme, l'économie. Espace de mutualisation des savoirs et de structuration des controverses scientifiques sur le sujet, il vise aussi à favoriser le dialogue entre chercheurs et praticiens. Explication de leur démarche et présentation de leurs travaux par **Catherine Lavallez, Sylvain Le Berre, Pauline Ouvrard, Nicolas Rio, Chloë Vidal**.

Ce dossier en témoigne : la prospective semble tenir une place croissante dans l'action des collectivités territoriales. Investie d'un discours portant sur la nécessité du changement et de l'anticipation, la prospective se présente comme une réponse à la “montée des incertitudes”. Cette évolution incite les sciences sociales à s'intéresser à ces démarches, à en décrypter les rouages, usages et effets. Comprendre l'émergence de la prospective et l'engouement qu'elle suscite actuellement dans de nombreuses collectivités, c'est tout d'abord s'interroger sur la/les places qu'elle occupe dans l'action publique territoriale.

Un objet difficile à saisir

Il semble exister une grande variété d'acceptions du terme “prospective”, et une forte hétérogénéité des démarches qui s'en réclament : quelles réalités recouvre donc la prospective ? S'agit-il d'une nouvelle méthode de régulation politique ? D'un nouveau type d'expertise voire d'une nouvelle profession ? D'une nouvelle posture intellectuelle ? Ses apports sont-ils d'ailleurs si novateurs – quand on peut parfois remarquer que la prospective réagence des pratiques existantes ? Parce qu'elle n'embrasse pas une réalité unique et autonome, c'est plutôt au travers d'éléments de prospective qu'il semble possible de l'étudier. Laissant de côté la position normative qui vise à déterminer ce que devrait être une bonne prospective, nous souhaitons analyser la prospective telle qu'elle se fait (à travers les pratiques, les acteurs, les discours et les catégories) en la replaçant dans l'étude plus large de l'action publique territoriale et dans ce qu'elle nous dit du politique. La prospective apparaît ainsi comme une interface, un filtre protéiforme aux mailles variables qui permet l'infusion et la diffusion de représentations



et de pratiques. Mais s'il ne s'agit pas d'améliorer la méthode prospective, alors à quoi peuvent bien servir ces recherches sur la prospective et l'action publique ?

Le changement à l'épreuve de la prospective

Nous faisons l'hypothèse que l'étude de la prospective pourrait permettre de mieux comprendre, d'une part, l'approche des transformations sociales par les collectivités et, d'autre part, les dynamiques du changement de l'action des collectivités dans leurs contenus comme dans leurs modes de faire. La question du changement est en effet centrale dans la prospective. “Changer de lunettes”, “servir de poil à gratter pour bousculer la routine”, “faire une démarche innovante” : les images fourmillent pour nourrir cette rhétorique du changement. Ne peut-on pas se demander si ce que l'on appelle dans le jargon de la prospective un “signal faible” ne désigne pas un phénomène

existant jusqu'alors passé inaperçu de l'institution ? La prospective cristallise ainsi la tension qui existe entre changement et continuité. Analyser la prospective dans l'action publique permet de souligner les frictions et les rapports de forces qui existent au sein des collectivités comme avec les autres acteurs sur les transformations des politiques menées. C'est aussi mettre en avant la question de la continuité de l'institution publique : se projeter dans le futur n'est-il pas un moyen pour la collectivité de consolider son existence ?

formations de son contexte. La prospective n'est pas un concept nouveau, et encore moins un phénomène récent : le terme apparaît en France à la fin des années 1950 (introduit par le philosophe Gaston Berger) et la pratique connaît son apogée au niveau étatique dans les années 1960, à l'heure de l'État planificateur. Mais la prospective contemporaine est-elle la même que son aînée ? Étudier la prospective, c'est donc questionner, d'une part, les transformations sociétales – notre rapport aux temps, au politique... – et, d'autre part, celles de l'action publique territoriale – la décentralisation, le développement durable, la métropolisation, la gouvernance... |

La prospective à l'épreuve du changement
Centrale dans la question du changement de l'action publique, la prospective est aussi un produit des trans-

Recherches en cours

Catherine Lavallez travaille sur les processus de territorialisation des politiques énergétiques. Partant du cas “franco-valdo-genevois” et du projet d'agglomération lancé en 2008 sur ce territoire, cette recherche vise à éclairer, à partir de l'analyse de projets de “planification énergétique territoriale”, les enjeux et conditions d'élaboration d'un projet de territoire transfrontalier. Paradoxalement, c'est du fait de son absence sur ce territoire que l'approche prospective s'est imposée comme l'un des sujets de ce travail. Elle y est principalement traitée sous l'angle de son rapport à la planification, ce à un double niveau : celui de la “planification” comme mode privilégié de gestion de projets énergétiques, d'abord perçus comme techniques ; et celui de la “planification territoriale” comme démarche d'aménagement du territoire.

Titre de la thèse : “La 'société à 2000 watts', un projet de monde commun ? Le cas des démarches de planification énergétique territoriale dans l'agglomération franco-valdo-genevoise”.

Disciplines : économie et sciences de l'environnement.

Directeurs de thèse : Dominique Bourg, université de Lausanne, faculté de géosciences-environnement, Institut IPTEH ; Patrick Criqui, université de Grenoble (UPMF), école doctorale d'économie, laboratoire EDDEN (ex-UMR LEPII).

Laboratoires : Institut IPTEH (Lausanne) et laboratoire EDDEN (Grenoble).

Établissement : université de Lausanne.

E-mail : catherine.lavallez@unil.ch

Date de soutenance envisagée : fin 2012.

Mots-clés : politique énergétique, planification, indicateurs, expertise.



Sylvain Le Berre travaille sur les dynamiques de régionalisation et les transformations de la prospective territoriale à travers l'étude comparée de trois régions : la Bretagne, le Québec et le pays de Galles. Dans un contexte européen de recomposition des gouvernements régionaux et de reconfiguration du rôle de l'État, l'objet de cette recherche est d'observer les conditions de structuration d'un système de connaissance des territoires et de prospective régionale. Il s'agit également d'étudier le rôle joué par les démarches prospectives dans la gouvernance territoriale : quel lien se crée entre prospective et régionalisation ?

Titre de la thèse : “Gouverner les territoires par la prospective ? La construction d'un espace de connaissance et de prospective légitime en Bretagne, Québec et pays de Galles”.

Discipline : science politique.

Laboratoire : UMR 6051 CNRS, Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE), Rennes.

Directeur de thèse : Romain Pasquier, IEP de Rennes, UMR 6051 CNRS, Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE).

Établissement : IEP Rennes, université de Rennes 1.

E-mail : sylvain.leberre@univ-rennes1.fr

Date de soutenance envisagée : 2015.

Mots-clés : régionalisation, gouvernance, expertise.



Pauline Ouvrard est architecte et chargée de mission à l'agence d'urbanisme de Saint-Nazaire (ADRN) et au pôle métropolitain Nantes - Saint-Nazaire dans le cadre de sa thèse Cifre. Ses activités menées au sein de l'agence d'urbanisme participent d'un travail de recherche impliquée qui vise à interroger les enjeux et effets de la démultiplication des démarches prospectives sur les métiers de l'urbanisme. Par ailleurs, elle contribue au programme de recherche Popsu (Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines), équipe nantaise, avec pour axe de travail "Réguler par la prospective" (en collaboration avec Laurent Devisme). Enfin, elle est partie prenante d'une convention de recherche avec l'agence d'urbanisme de Nantes (Auran) pour le suivi de la démarche prospective Ma ville demain.

Titre de la thèse : "Ethnographie de l'action territoriale : les métiers de l'urbanisme à l'épreuve des démarches prospectives – le cas de la métropole Nantes - Saint-Nazaire".

Disciplines : sociologie et urbanisme.

Laboratoire : laboratoire Langages, actions urbaines, altérités (LAUA), École nationale supérieure d'architecture, Nantes (ENSA).

Directeurs de thèse : Elisabeth Pasquier, ENSA Nantes, laboratoire LAUA ; Laurent Devisme, ENSA Nantes, laboratoire LAUA (directeur).

Établissement : université de Nantes.

Organisme d'accueil : agence d'urbanisme de Saint-Nazaire (ADRN) et pôle métropolitain Nantes - Saint-Nazaire.

E-mail : pauline.ouvrard@nantes.archi.fr

Date de soutenance envisagée : 2015.

Mot-clés : urbanisme, métiers, temporalités, usages.



Nicolas Rio fait sa thèse en Cifre au sein de la coopérative-conseil Acadie et du laboratoire Lyonnais Triangle. Si les démarches prospectives tendent à se généraliser, leurs objectifs varient selon les territoires et les acteurs concernés. Plutôt que de porter sur l'outil "prospective" en lui-même, cette recherche vise à en caractériser les usages. Comment les différents acteurs utilisent-ils les matériaux prospectifs produits ? Quels sont ceux qui s'en saisissent et dans quels buts le font-ils ? Comment cela impacte-t-il les politiques menées par les collectivités et leur fonctionnement ? Ce travail porte sur quatre terrains : les territoires de Nantes, Strasbourg et Lyon (en considérant à chaque fois les différents échelons de collectivités) et la démarche Territoires 2040 menée par la Datar.

Titre de la thèse : "Les usages des scénarios prospectifs dans l'action publique territoriale".

Discipline : science politique.

Laboratoire : Triangle, ENS de Lyon-IEP de Lyon.

Directeur de thèse : Gilles Pinson, IEP de Lyon, Triangle.

Établissement : université Lumière Lyon 2.

Organisme d'accueil : coopérative-conseil Acadie.

E-mail : nicolasrio2@gmail.com

Date de soutenance envisagée : 2015.

Mots-clés : scénarios, instruments, usages, planification.



Chloé Vidal mène sa thèse Cifre au sein de la Région Rhône-Alpes (où elle est chargée de mission Prospective), de l'UMR Environnement, ville, société (EVS) et de l'Institut de recherche philosophique de Lyon (IRPhil). Ses recherches portent sur l'usage actuel de la prospective fait par l'institution régionale, en s'intéressant notamment à ce que les acteurs concernés (élus, techniciens, consultants, citoyens) investissent dans le terme de prospective. La question du futur constitue-t-elle réellement un objet politique, une catégorie d'action ? Quelles formes d'expertises, quelles rationalités représente-t-elle ou appelle-t-elle ? De quelles temporalités est-elle le vecteur ? L'activité prospective déployée contribue-t-elle à renouer avec la promesse politique qui s'efforce de composer avec l'incertitude ? Ce travail porte essentiellement sur l'expérience des démarches prospectives Territoires 2040 (Datar), Rhône-Alpes 21, Grand Projet Rhône-Alpes Grotte Chauvet et Montagne 2040 (Région Rhône-Alpes), ainsi que sur une approche comparative des démarches régionales (via les travaux du Groupe de travail ARF Études/Prospective qu'elle anime).

Titre de la thèse : "Temps politiques, temporalités sociétales et prospective territoriale".

Disciplines : géographie et philosophie.

Laboratoires : UMR 5600 CNRS - Environnement, ville, société (EVS), EA 489 Institut de recherches philosophiques de Lyon (IRPhil).

Directeurs de thèse : Michel Lussault, ENS de Lyon, UMR 5600 CNRS ; Jean-Jacques Wunenburger, faculté de philosophie, université Jean-Moulin Lyon 3, EA 489 IRPhil (directeur).

Établissement : ENS de Lyon.

Organisme d'accueil : Région Rhône-Alpes, Délégation générale aux missions transversales et à la relation aux élus (DGMTRÉ).

E-mail : chloe.vidal@logmail.net

Date de soutenance envisagée : début 2014.

Mots-clés : temporalités/futurités, rationalités, instruments, chronopolitique.

L'aménagement du territoire, entre autonomie et solidarité

Dans cet entretien avec **Philippe Estèbe***, **Emmanuel Berthier**, préfet, délégué à l'Aménagement du territoire et à l'Attractivité régionale, revient sur l'exercice de prospective Territoires 2040, conduit ces dernières années par la Datar, pour en tirer un certain nombre d'enseignements. Il s'attache ensuite à expliciter les mutations de l'aménagement du territoire à la française et à cerner l'impact de la notion d'égalité des territoires.

* Enseignant à Sciences Po Paris, directeur de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (Ihedate), consultant (Acadie).

La Datar est en passe d'achever l'exercice de prospective intitulé "Territoires 2040". Pouvez-vous le situer par rapport à ceux qui l'ont précédé et en souligner les spécificités ?

■ **Emmanuel Berthier** : À chaque période, les exercices de prospective conduits par la Datar ont répondu à des attendus différents. L'exercice conduit au tournant des années 1970, Une image de la France de l'an 2000, célèbre notamment pour son "scénario de l'inacceptable", s'appuyait sur un point de vue unitaire, pointait le risque d'une France à plusieurs vitesses, une partie du territoire étant dynamique et l'autre reléguée. Cet exercice insistait sur l'importance des équipements au service de l'équilibre du territoire.

L'exercice France 2020, conduit à la fin des années 1990, se situait entre deux moments de la décentralisation. Il donnait le primat aux démarches de développement ter-

ritorial, et insistait sur l'importance du partage des compétences et des responsabilités entre les instances nationales et les acteurs territoriaux.

Territoires 2040 s'inscrit lui aussi dans un contexte particulier : une réforme des collectivités territoriales à venir, l'importance accordée au développement durable à la suite du Grenelle de l'environnement et le contexte de la crise mondiale. Cet exercice cherche à sortir de l'oscillation entre centralisation et décentralisation qui a caractérisé la succession des exercices précédents, pour trouver la "bonne distance". Il correspond à une phase de maturité, dans laquelle les acteurs nationaux et territoriaux sont partenaires au service du développement du pays.

Quels sont les traits originaux, selon vous, de Territoires 2040 ?

Territoires 2040 présente, me semble-t-il, trois caractéris-

